

GE_GERICHTE A/3002/2015 vom 12. Juli 2016

GE Cour de justice, 2016-07-12, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_3002_2015

FR: GE_GERICHTE A/3002/2015 du 12 juillet 2016

IT: GE_GERICHTE A/3002/2015 del 12 luglio 2016

Regeste

DROIT DES ÉTRANGERS ; RESSORTISSANT ÉTRANGER ; LIMITATION DU NOMBRE DES ÉTRANGERS ; AUTORISATION DE SÉJOUR ; CAS DE RIGUEUR ; SANTÉ ; ATTEINTE À LA SANTÉ ; SOINS MÉDICAUX ; FAMILLE ; ENFANT ; ASSISTANCE PUBLIQUE ; INTÉGRATION SOCIALE ; RENVOI(DROIT DES ÉTRANGERS) ; DÉCISION DE RENVOI | Admission du recours d'une mère et sa fille mineure sollicitant une autorisation de séjour en Suisse en raison de la maladie de cette dernière, qui doit recevoir des soins médicaux. Compte tenu des circonstances exceptionnelles du cas d'espèce, la jeune fille, dont l'intégration est méritoire, peut se prévaloir d'un cas individuel d'une extrême gravité donnant lieu à une dérogation pour son admission en Suisse. Une autorisation de séjour doit également être délivrée à sa mère, dans le but de préserver l'unité familiale qu'elles forment. | LEtr.30.al1.letb; LEtr.64.al1.letc; LEtr.83; OASA.31.al1

Erwägungen

E. 29

Le 2 février 2016, le TAPI a transmis son dossier, sans formuler d'observations.
![endif]>![if>

E. 30

Par décision du 9 février 2016, la vice-présidence du Tribunal civil a admis Mme A_____ au bénéfice de l'assistance juridique dans le cadre de la présente procédure, avec effet au 25 janvier 2016, en complément à l'octroi du 17 septembre 2015 pour la procédure par-devant le TAPI.
![endif]>![if>

E. 31

Le 25 février 2016, l'OCPM a conclu au rejet du recours, persistant dans les termes de sa décision du 5 août 2015 et de ses observations du 10 novembre 2015, et se référant au jugement attaqué.
![endif]>![if>

E. 32

Le 29 février 2016, Mme A_____ et sa fille ont déposé au greffe de la chambre administrative des lettres de soutien à cette dernière, datées des 1^{er} et 2^e février 2016, émanant de ses amis attestant de ses nombreuses qualités et souhaitant qu'elle puisse rester en Suisse.
![endif]>![if>

E. 33

Le 14 mars 2016, Mme A_____ a transmis à la chambre de céans diverses pièces à teneur desquelles elle avait, en mars 2016, été admise à suivre une formation d'assistante de vie

auprès des personnes âgées dispensée par l'entreprise Linea Group Services Sàrl, débouchant sur une offre d'emploi. ![/endif]>![if>

E. 34

Le juge délégué a entendu les parties en audience de comparution personnelle le 4 juillet 2016. ![/endif]>![if> a. Mme A _____ a déclaré avoir divorcé de M. B _____ en 2006. Elle avait eu avec lui sept enfants, dont B _____ qui était la dernière et avait six grands frères, actuellement tous majeurs. L'un d'entre eux était marié et vivait en Italie, un second étudiait au Japon, et quatre vivaient au Sénégal, l'un passant son baccalauréat, les trois autres étudiant à l'université. Son ex-mari, qui vivait également au Sénégal, subvenait à l'entretien de leurs enfants dans ce pays. Au moment de leur divorce, M. B _____, comptable de profession, s'était engagé à lui verser une pension et à pourvoir à l'entretien de toute sa famille, sans toutefois préciser d'échéance. Dans son pays d'origine, elle vivait à Dakar, où elle était née et où habitaient encore ses parents. Lorsqu'elle et sa fille vivaient au Sénégal, B _____ était malade. Elle avait souffert d'asthme et avait subi des traitements inappropriés qui avaient lésé ses reins et péjoré son état. À cette époque, tout le monde pensait que B _____ allait mourir. Son père lui avait promis de l'emmener un jour en Suisse, où il se rendait régulièrement dans le cadre d'activités syndicales internationales. Il avait tenu sa promesse en 2010, à un moment où ils pensaient que B _____ ne vivrait pas encore longtemps. Une fois à Genève avec son père, celle-ci avait été victime d'une intoxication alimentaire et avait été admise en urgence aux HUG. Les médecins l'avaient alors sauvée et avaient diagnostiqué le mal dont elle souffrait. Son ex-mari avait voulu retourner au Sénégal avec B _____ car il ne pouvait pas faire face aux importants frais médicaux. Elle avait toutefois refusé que sa fille retourne au Sénégal, l'avait rejointe à Genève et avait décidé coûte que coûte de rester avec elle en Suisse, afin qu'elle y soit soignée. La sœur aînée de Mme A _____ vivait à Genève depuis plus de trente ans et était de nationalité suisse. Après qu'elle ait rejoint sa fille à Genève, c'était celle-là qui avait subvenu à leurs besoins, jusqu'à ce qu'elle rencontre des difficultés financières qui ne lui avaient pas permis de maintenir son aide, raison pour laquelle elle avait dû recourir à celle de l'hospice. Au Sénégal, elle avait travaillé dans le commerce avant d'avoir ses enfants. Bien qu'elle eût suivi en Suisse une formation d'auxiliaire de vie pour personnes âgées, elle ne parvenait pas à trouver du travail, faute d'une situation régularisée par la délivrance de papiers. Sa famille l'avait beaucoup soutenue financièrement au début, mais n'était plus en mesure de le faire. B _____ était de nationalité américaine parce qu'elle était née aux États-Unis, où la recourante s'était rendue pour accoucher dans le but de se faire ensuite stériliser, ce qu'elle ne pouvait pas faire au Sénégal en raison du refus de son ex-mari. B _____ n'avait en revanche pas la nationalité sénégalaise, mais elle pouvait selon elle l'obtenir si des démarches en ce sens étaient effectuées. Elle-même ne les avait pas entreprises car elle ignorait à l'époque que cela était possible. Cela ne s'était en outre pas avéré nécessaire pour que la jeune fille puisse vivre au Sénégal, car elle avait pu être inscrite dans les registres d'état civil. Même si elle le pouvait car elle était au bénéfice d'un visa valable dix ans pour s'y rendre, elle n'envisageait pas de s'installer aujourd'hui avec sa fille aux États-Unis, où elles n'avaient jamais réellement vécu. Aucun membre de sa famille n'y vivait, à l'exception de l'un de ses frères qui y était étudiant, mais ne pouvait pas les héberger. Elle n'y connaissait plus personne et B _____ n'y était pas retournée depuis sa naissance. De plus, elle n'avait pas envie de vivre aux États-Unis, car les quartiers dans lesquels elle avait séjourné étaient trop dangereux. Si elle souhaitait rester en Suisse, c'était non seulement pour préserver l'état de santé de sa fille, mais également pour lui permettre de terminer ses

études, notamment universitaires. Ce but atteint, elle serait pour sa part comblée et rentrerait dans son pays. Pour l'heure, elle continuait à chercher du travail pour pouvoir subvenir à ses besoins et à ceux de sa fille. b. B_____ a confirmé être toujours suivie aux HUG par la Dresse D_____ et la Prof. H_____. Le traitement médicamenteux auquel elle était astreinte était toujours celui mentionné dans les certificats médicaux produits, à savoir Ciclosporine, Enatec (Enalapril), Calcimagon D3 et vitamine D. Elle devait se soumettre tous les trois mois à des contrôles et analyses de sang et d'urine. Ses médecins étaient satisfaits de sa stabilisation. Ils lui avaient cependant expliqué que la prise de ces médicaments à long terme entraînait un déficit immunitaire, qui la rendait plus fragile face à des maladies, notamment infectieuses. Lorsqu'elle s'était rendue au Sénégal avec sa mère en 2011, alors qu'elle suivait déjà le traitement précité, elle était tombée malade, ayant dû faire face à des crises de paludisme. Elle avait dû être hospitalisée, et les médecins lui avaient prescrit des médicaments qui s'étaient révélés non compatibles avec ceux qu'elle prenait. Elle s'était ainsi trouvée dans un état pire que celui dans lequel elle était arrivée, et avait dû interrompre d'urgence son séjour pour rentrer à Genève. Elle avait vécu une dizaine d'années au Sénégal, avant de venir en Suisse. Lorsqu'elle y habitait, elle était tout le temps malade et hospitalisée. Elle n'y avait aucun ami, ses camarades, voire ses professeurs se moquant d'elle à cause d'œdèmes dont elle souffrait, qui lui déformaient le visage. Elle pensait à cette époque qu'elle allait mourir. À Genève, elle avait retrouvé l'espoir, ainsi qu'un entourage d'amis notamment adolescents qui la soutenaient. Elle désirait aujourd'hui pouvoir terminer ses études à Genève, et y rester, afin de ne plus tomber malade. Elle venait de terminer sa 2^{ème} année du collège, qu'elle suivait en option spécifique physique et mathématiques. Elle était promue avec 4.5 de moyenne. Son désir était d'effectuer des études universitaires après sa maturité.

E. 35

Le 5 juillet 2016, les parties ont été informées que la cause avait été gardée à juger à l'issue de l'audience précitée. **EN DROIT 1.** Interjeté en temps utile devant la juridiction compétente, le recours est recevable (art. 132 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 - LOJ - E 2 05 ; art. 62 al. 1 let. a de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10). **2.** Le présent litige porte sur la conformité au droit de la décision de l'OCPM, refusant d'une part d'octroyer à la recourante et à sa fille mineure une autorisation de séjour pour cas individuel d'extrême gravité, et donc de soumettre avec un préavis favorable leur dossier au SEM et, d'autre part, leur fixant un délai au 15 septembre 2015 pour quitter la Suisse. **3.** Le recours peut être formé pour violation du droit, y compris l'excès et l'abus du pouvoir d'appréciation, ainsi que pour constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents (art. 61 al. 1 LPA). La chambre administrative n'a toutefois pas compétence pour apprécier l'opportunité de la décision attaquée, sauf exception prévue par la loi (art. 61 al. 2 LPA), à savoir notamment s'il s'agit d'une mesure de contrainte prévue par le droit des étrangers (art. 10 al. 2 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers du 16 juin 1988 - LaLEtr - F 2 10), hypothèse non réalisée en l'espèce. **4. a.** L'art. 30 al. 1 let. b de la loi fédérale sur les étrangers du 16 décembre 2005 (LEtr - RS 142.20) permet de déroger aux conditions d'admission en Suisse, telles que prévues aux art. 18 à 29 LEtr, notamment aux fins de tenir compte des cas individuels d'une extrême gravité ou d'intérêts publics majeurs. **L'art. 31 al. 1** de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative du 24 octobre 2007 (OASA - RS 142.201) précise cette disposition et prévoit qu'une autorisation de séjour peut être octroyée dans les

cas individuels d'extrême gravité, l'autorité devant, lors de l'appréciation, tenir compte de l'intégration du requérant (let. a), du respect de l'ordre juridique suisse (let. b), de sa situation familiale, particulièrement de la période de scolarisation et de la durée de la scolarité des enfants (let. c), de sa situation financière ainsi que de sa volonté de prendre part à la vie économique et d'acquérir une formation (let. d), de la durée de sa présence en Suisse (let. e), de son état de santé (let. f), ainsi que des possibilités de réintégration dans l'État de provenance (let. g). Les critères énumérés par cette disposition, qui doivent impérativement être respectés, ne sont toutefois pas exhaustifs, d'autres éléments pouvant également entrer en considération, comme les circonstances concrètes ayant amené un étranger à séjourner illégalement en Suisse (SEM, Directives et commentaire, Domaine des étrangers, 2013, état au 6 janvier 2016, ch. 5.6.4). b. La jurisprudence développée au sujet des cas de rigueur selon le droit en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007 (art. 13f de l'ancienne ordonnance limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986 - aOLE - RS 142.20) est toujours d'actualité pour les cas d'extrême gravité qui leur ont succédé (ATF 136 I 254 consid. 5.3.1). Les dispositions dérogatoires des art. 30 LEtr et 31 OASA présentent un caractère exceptionnel et les conditions pour la reconnaissance d'une telle situation doivent être appréciées de manière restrictive (ATF 128 II 200 ; ATA/400/2016 du 10 mai 2016 et les références citées). Elles ne confèrent pas de droit à l'obtention d'une autorisation de séjour (ATF 137 II 345 consid. 3.2.1). L'autorité doit néanmoins procéder à l'examen de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce pour déterminer l'existence d'un cas de rigueur (ATF 128 II 200 consid. 4 ; 124 II 110 consid. 2 ; ATA/287/2016 du 5 avril 2016 et les références citées ; SEM, op. cit., ch. 5.6.1). L'art. 30 al. 1 let. b LEtr n'a pas pour but de soustraire le requérant aux conditions de vie de son pays d'origine, mais implique que celui-ci se trouve personnellement dans une situation si rigoureuse qu'on ne peut au contraire exiger de lui qu'il tente de se réajuster à son existence passée (ATF 123 II 125 consid. 5b/dd p. 133). c. La reconnaissance de l'existence d'un cas d'extrême gravité implique que l'étranger concerné se trouve dans une situation de détresse personnelle. Ses conditions de vie et d'existence doivent ainsi être mises en cause de manière accrue en comparaison avec celles applicables à la moyenne des étrangers. En d'autres termes, le refus de le soustraire à la réglementation ordinaire en matière d'admission doit comporter à son endroit de graves conséquences. Le fait que l'étranger ait séjourné en Suisse pendant une assez longue période, qu'il y soit bien intégré, tant socialement et professionnellement, et que son comportement n'ait pas fait l'objet de plaintes ne suffit pas, à lui seul, à constituer un cas d'extrême gravité. Encore faut-il que sa relation avec la Suisse soit si étroite qu'on ne puisse exiger qu'il vive dans un autre pays, notamment celui dont il est originaire. À cet égard, les relations de travail, d'amitié ou de voisinage que l'intéressé a pu nouer pendant son séjour ne constituent normalement pas des liens si étroits avec la Suisse qu'ils justifieraient une exception (ATF 130 II 39 consid. 3 ; 124 II 110 consid. 3 ; arrêt du Tribunal fédéral 2A_718/2006 du 21 mars 2007 consid. 3 ; arrêts du Tribunal administratif fédéral [ci-après : TAF] C-6956/2014 du 17 juillet 2015 consid. 6.1 ; C_5414/2013 du 30 juin 2015 consid. 5.1.3 ; C_6726/2013 du 24 juillet 2014 consid. 5.3 ; C_6628/2007 du 23 juillet 2009 consid. 5.2 ; ATA/350/2016 du 26 avril 2016 et les références citées). Parmi les éléments déterminants pour la reconnaissance d'un cas d'extrême gravité, il convient en particulier de citer la très longue durée du séjour en Suisse, une intégration sociale particulièrement poussée, une intégration professionnelle exceptionnelle, le requérant possédant des connaissances professionnelles si spécifiques qu'il ne pourrait les utiliser dans son pays d'origine ou alors son ascension professionnelle est si remarquable qu'elle

justifierait une exception aux mesures de limitation, ou encore une maladie grave ne pouvant être traitée qu'en Suisse. Tel est en particulier le cas lorsque l'intéressé démontre souffrir d'une sérieuse atteinte à la santé qui nécessite, pendant une longue période, des soins permanents ou des mesures médicales ponctuelles d'urgence, indisponibles dans le pays d'origine, de sorte qu'un départ de Suisse serait susceptible d'entraîner de graves conséquences pour sa santé (ATF 128 II 200 consid. 5.3 p. 209 ; ATA/645/2013 du 1er octobre 2013 ; ATA/680/2012 du 9 octobre 2012). Le seul fait d'obtenir en Suisse des prestations médicales supérieures à celles offertes dans le pays d'origine ne suffit toutefois pas à justifier une exception aux mesures de limitation. De même, l'étranger qui entre pour la première fois en Suisse en souffrant déjà d'une sérieuse atteinte à la santé ne saurait se fonder uniquement sur ce motif médical pour réclamer une telle exemption (ATF 128 II 200 consid. 5.3). Constituent en revanche des facteurs allant dans un sens opposé le fait que la personne concernée n'arrive pas à subsister de manière indépendante et doit recourir aux prestations de l'aide sociale ou des liens conservés avec le pays d'origine, par exemple sur le plan familial, susceptibles de faciliter sa réintégration (arrêt du Tribunal fédéral 2A.543/2001 du 25 avril 2002 consid. 5.2 ; arrêts du TAF C-5414/2013 précité consid. 5.1.4 ; C-6379/2012 et C-6377/2012 du 17 novembre 2014 consid. 4.3 ; C-1240/2012 du 24 juillet 2014 consid. 5.3 ; C-636/2010 du 14 décembre 2010 consid. 5.3 ; ATA/350/2016 précité). d. En règle générale, la durée du séjour illégal en Suisse ne peut être prise en considération dans l'examen d'un cas de rigueur car, si tel était le cas, l'obstination à violer la législation en vigueur serait en quelque sorte récompensée (arrêts du TAF C_6051/2008 et C_6098/2008 du 9 juillet 2010 consid. 6.4 ; ATA/720/2011 du 22 novembre 2011). 5. a. La situation des enfants peut, selon les circonstances, poser des problèmes particuliers. Comme pour les adultes, il y a lieu de tenir compte des effets qu'entraîneraient pour eux un retour forcé dans leur pays d'origine. À leur égard, il faut toutefois prendre en considération qu'un tel renvoi pourrait selon les circonstances équivaloir à un véritable déracinement, constitutif à son tour d'un cas personnel d'extrême gravité. Pour déterminer si tel serait ou non le cas, il faut examiner plusieurs critères. La situation des membres de la famille ne doit pas être considérée isolément, mais en relation avec le contexte familial global, dès lors que le sort de la famille forme un tout (ATF 123 II 125 consid. 4a ; ATA/1181/2015 du 3 novembre 2015 et les références citées). D'une manière générale, lorsqu'un enfant a passé les premières années de sa vie en Suisse et y a seulement commencé sa scolarité, il reste encore attaché dans une large mesure à son pays d'origine, par le biais de ses parents. Son intégration au milieu socioculturel suisse n'est alors pas si profonde et irréversible qu'un retour dans sa patrie constituerait un déracinement complet (ATAF 2007/16 du 1er juin 2007 et la jurisprudence et la doctrine citées). Avec la scolarisation, l'intégration au milieu suisse s'accroît. Dans cette perspective, il convient de tenir compte de l'âge de l'enfant lors de son arrivée en Suisse et au moment où se pose la question du retour, des efforts consentis, de la durée, du degré et de la réussite de la scolarité, de l'état d'avancement de la formation professionnelle, ainsi que de la possibilité de poursuivre ou d'exploiter, dans le pays d'origine, la scolarisation ou la formation professionnelle entamée en Suisse. Un retour dans la patrie peut, en particulier, représenter une rigueur excessive pour des adolescents ayant suivi l'école durant plusieurs années et achevé leur scolarité avec de bons résultats. L'adolescence est en effet une période importante du développement personnel, scolaire et professionnel, entraînant souvent une intégration accrue dans un milieu déterminé (ATF 123 II 125 consid. 4b p. 129 ss ; arrêt du Tribunal fédéral 2C_75/2011 du 6 avril 2011 rendu dans la même affaire, consid. 3.4). Sous l'angle du cas

de rigueur, le Tribunal fédéral a considéré que cette pratique différenciée réalisait la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, telle qu'elle est prescrite par l'art. 3 al. 1 de la Convention relative aux droits de l'enfant du 2 novembre 1989 (CDE - RS 0.107), convention entrée en vigueur pour la Suisse le 26 mars 1997 (arrêts du Tribunal fédéral 2A.679/2006 du 9 février 2007 consid. 3 et 2A.43/2006 du 31 mai 2006 consid. 3.1 ; arrêt du Tribunal administratif fédéral C-3592/2010 du 8 octobre 2012 consid. 6.2). b. Dans l'arrêt de principe précité (ATF 123 II 125), le Tribunal fédéral a mentionné plusieurs exemples. Ainsi, le cas de rigueur n'a pas été admis, compte tenu de toutes les circonstances, pour une famille qui comptait notamment deux adolescents de 16 et 14 ans arrivés en Suisse à, respectivement, 13 et 10 ans, et qui fréquentaient des classes d'accueil et de développement (arrêt non publié Mobulu du 17 juillet 1995 consid. 5). En revanche, le Tribunal fédéral a admis l'exemption des mesures de limitation d'une famille dont les parents étaient remarquablement bien intégrés ; venu en Suisse à 12 ans, le fils aîné de 16 ans avait, après des difficultés initiales, surmonté les obstacles linguistiques, s'était bien adapté au système scolaire suisse et avait achevé la 9^{ème} primaire ; arrivée en Suisse à 8 ans, la fille cadette de 12 ans s'était ajustée pour le mieux au système scolaire suisse et n'aurait pu se réadapter que difficilement à la vie quotidienne scolaire de son pays d'origine (arrêt non publié Songur du 28 novembre 1995 consid. 4c, 5d et 5e). De même, le Tribunal fédéral a admis que se trouvait dans un cas d'extrême gravité, compte tenu notamment des efforts d'intégration réalisés, une famille comprenant des adolescents de 17, 16 et 14 ans arrivés en Suisse cinq ans auparavant, scolarisés depuis quatre ans et socialement bien adaptés (arrêt Tekle du 21 novembre 1995 consid. 5b, in Asyl 1996 p. 28/29 ; arrêt non publié Ndombele du 31 mars 1994 consid. 2, admettant un cas de rigueur pour une jeune femme de près de 21 ans, entrée en Suisse à 15 ans). c. Plus récemment, dans un cas concernant un couple avec deux enfants dont l'aîné était âgé de 13 ans, aucune des personnes concernées n'ayant par ailleurs de famille en Suisse, le Tribunal fédéral a confirmé un jugement du TAF, en estimant qu'« assurément, [l']âge [de l'aîné] et l'avancement relatif de son parcours scolaire sont des éléments de nature à compliquer sa réintégration dans son pays d'origine (...). Ils ne sont cependant pas suffisants, à eux seuls, pour faire obstacle au renvoi de la famille. Il est en effet établi que [l'enfant] parle parfaitement l'espagnol et qu'il n'a pas encore terminé sa scolarité obligatoire ; la poursuite de celle-ci en Équateur devrait donc pouvoir se faire dans des conditions satisfaisantes. À cet égard, sa situation n'est pas comparable à celle d'un jeune qui aurait entrepris des études ou une formation professionnelle initiale en Suisse, par exemple un apprentissage, qu'il ne pourrait pas mener à terme dans son pays d'origine » (arrêt du Tribunal fédéral 2C_75/2011 précité consid. 3.4). d. On ne saurait toutefois en déduire, sous peine de vider de son sens l'arrêt de principe cité ci-dessus, que seuls les mineurs ayant déjà terminé leur scolarité obligatoire et ayant entamé une formation professionnelle peuvent être reconnus comme se trouvant dans un cas d'extrême gravité. Ainsi, la chambre de céans a déjà admis l'existence d'un tel cas pour un jeune de 14 ans né à Genève, vivant seul avec sa mère et n'ayant pas encore terminé sa scolarité obligatoire (ATA/163/2013 du 12 mars 2013). e. De même, le TAF a admis un cas d'extrême gravité au vu de la situation d'un jeune de 15 ans, qui avait achevé la huitième année du cursus de neuf ans de l'école obligatoire à la satisfaction de ses enseignants, menait des activités extra-scolaires et témoignait de grandes qualités humaines, grâce auxquelles il avait atteint un degré d'intégration sociale avancé (arrêt du TAF C-1610/2011 du 4 décembre 2012). f. Dans le même sens, la chambre administrative a admis, dans un arrêt récent, un cas d'extrême gravité au vu de la situation d'une famille qui

vivait en Suisse depuis dix-sept ans pour le père et douze ans pour la mère, qui avait fait preuve d'un comportement irréprochable en ne contractant aucune dette, n'ayant jamais fait l'objet de poursuites pénales et était très bien intégrée professionnellement et socialement. En outre, la fille aînée, une jeune préadolescente, âgée de plus de 10 ans, était scolarisée en 7^{ème} primaire à la satisfaction de ses enseignants (ATA/770/2014 du 30 septembre 2014).

g. Plus récemment encore, la chambre administrative a admis un cas d'extrême gravité s'agissant d'une famille dont l'intégration pouvait être qualifiée de relativement bonne, étant précisé que le père avait été condamné pour vol, avait enfreint une interdiction d'entrée en Suisse et avait des dettes. Il avait notamment été relevé que si un retour dans le pays d'origine pouvait être envisagé pour la fille cadette âgée de 9 ans, tel n'était pas le cas du fils aîné, âgé de 13 ans et ayant atteint l'adolescence, même si ses résultats scolaires n'avaient rien d'exceptionnel (ATA/12/2016 du 12 janvier 2016).

6. En l'espèce, les parties ne contestent pas que les conditions ordinaires d'admission en Suisse au sens des art. 18 à 29 LETr ne sont pas réalisées. La recourante conteste en revanche le refus d'octroi d'une autorisation de séjour pour elle-même et sa fille mineure, alléguant se trouver dans un cas d'extrême gravité au sens des art. 30 al. 1 let. b LETr et 31 al. 1 OASA.

Il convient de souligner, à titre liminaire, que la fille mineure de la recourante n'est pas de nationalité sénégalaise comme sa mère, mais uniquement de nationalité américaine. Il apparaît toutefois, au vu notamment des déclarations des parties lors de l'audience de comparution personnelle du 4 juillet 2016, que la fille de la recourante a obtenu la nationalité américaine en raison de sa naissance sur le territoire des États-Unis, mais que celles-ci sont ensuite retournées au Sénégal, sans plus jamais séjourner à nouveau dans ce pays. Elles n'y ont par conséquent plus aucun lien, hormis l'un des jeunes frères de la recourante qui y étudie, mais ne serait pas en mesure de les accueillir, de sorte qu'un déménagement de la recourante et de sa fille dans ce pays n'apparaît pas envisageable, même s'il serait théoriquement possible. Vu ce qui précède, compte tenu de la nationalité sénégalaise de la recourante et du fait que sa fille mineure a vécu dans ce pays une dizaine d'années, la question de l'octroi ou non des autorisations de séjour requises doit être examinée exclusivement en lien avec la perspective d'un éventuel retour au Sénégal.

7. Il ressort en l'occurrence du dossier que la recourante et sa fille sont arrivées en Suisse en septembre 2010, soit il y a près de six ans et étaient âgées respectivement de 48 ans et 11 ans. Si la durée de leur présence sur le territoire helvétique doit être relativisée, dès lors qu'elles n'y séjournent pas au bénéfice d'une autorisation de séjour, il sied tout de même de relever qu'elles ont cherché à régulariser leur séjour en Suisse un mois après leur arrivée, en raison des soins que nécessitait la situation médicale de la jeune fille et que, pour les mêmes motifs, l'OCPM n'a rendu sa décision litigieuse qu'en 2015, de sorte qu'il ne peut leur être reproché une quelconque obstination à violer la législation applicable en matière de droit des étrangers.

S'agissant de la situation notamment financière la recourante et de sa fille, il apparaît certes qu'elles se trouvent au bénéfice de prestations d'assistance sociale de l'hospice depuis le mois d'octobre 2011 pour subvenir à leur entretien. Cependant, le fait que la recourante – au bénéfice d'une expérience professionnelle dans son pays d'origine – ait effectué un stage auprès de la Ville de K_____ en 2015, et qu'elle ait suivi une formation d'assistante de vie auprès des personnes âgées avec possibilité d'emploi, s'il ne lui permet de se prévaloir d'une intégration socio-professionnelle particulièrement marquée en Suisse, témoigne de sa volonté de prendre part à la vie économique et d'acquérir une formation pour pouvoir travailler à Genève. La fille de la recourante est pour sa part aujourd'hui âgée de 17 ans. Il ressort du dossier qu'elle est une élève studieuse et

bien intégrée, très appréciée de ses camarades, ayant obtenu de bonnes notes au cours de sa scolarité, ce malgré les difficultés qu'elle a pu rencontrer en raison de son état de santé. Elle poursuit actuellement ses études au collège, venant d'achever avec succès sa 2^{ème} année et promue en 3^{ème} année. Elle souhaiterait, après l'obtention d'une maturité gymnasiale, continuer à étudier en Suisse, idéalement à l'université. Bien qu'elle ait vécu une dizaine d'années au Sénégal, où elle a passé son enfance et où habitent encore son père, cinq de ses frères et des proches, il n'en demeure pas moins qu'elle a passé en Suisse la majeure partie de son adolescence, étant rappelé qu'il s'agit d'une période charnière pour le développement et l'intégration d'un individu. Elle a en outre déclaré en audience devant la chambre de céans qu'elle avait retrouvé à Genève l'espoir de vivre, malgré sa maladie, et qu'elle bénéficiait désormais d'un entourage et d'un soutien qu'elle n'avait jamais eus au Sénégal. Son intégration sociale et scolaire peut ainsi être qualifiée de réussie et de méritoire. Il en découle qu'un retour dans le pays d'origine de ses parents ne pourrait plus raisonnablement être envisagé et constituerait immanquablement pour elle un profond déracinement. Dans ces circonstances, le fait que ses problèmes de santé ont débuté en 2008 et sont ainsi antérieurs à sa venue en Suisse en septembre 2010 n'est pas à lui seul de nature à remettre en cause ce qui précède, ce d'autant qu'il ne ressort pas du dossier qu'elle serait venue en Suisse aux fins de s'y soigner. En outre, tant les derniers certificats médicaux produits que les déclarations des parties lors de l'audience du 4 juillet 2016 démontrent que la maladie complexe dont souffre la jeune fille, à savoir un syndrome néphrotique corticorésistant, nécessite un lourd traitement à base d'Enatec, de Ciclosporine, de Calcimagon D3 et de vitamine D, ainsi que des contrôles sanguins et urinaires réguliers, au minimum tous les trois mois. Par ailleurs, un suivi particulier par des médecins spécialistes en néphrologie pédiatrique s'avère fortement recommandé. Une biopsie rénale de contrôle pourrait également être à nouveau nécessaire pour évaluer les répercussions du traitement, selon l'évolution. De plus, le traitement médicamenteux de la jeune fille, s'il permet de stabiliser les effets de sa maladie, la rend à terme plus sensible aux infections, ce qui entraîne un risque sévère de rechute ou d'infection grave, voire de détérioration extrême de son état. Pour illustrer cette problématique, la jeune fille a expliqué lors de l'audience que, lorsqu'elle s'est rendue au Sénégal en 2011, elle a souffert de paludisme qui, combiné avec le fait que le traitement qui lui a été prescrit pour la soigner n'était pas compatible avec celui prescrit par les médecins genevois, l'a rendue extrêmement mal en point, si bien que sa mère avait été dans l'obligation d'écourter leur voyage. Elle a également indiqué qu'entre 2008 et 2010, lorsqu'elle vivait au Sénégal avec sa maladie, elle se trouvait dans un état de santé qui lui a alors laissé penser qu'elle allait mourir, ce que sa mère a confirmé en rappelant les erreurs de diagnostic et de traitement dont sa fille avait fait l'objet. Certes, dans son courrier du 21 avril 2015, le SEM a considéré que l'état de santé de la jeune fille ne s'opposerait pas à son retour au Sénégal, dans la mesure où tous les traitements et suivis médicaux indispensables y seraient disponibles. De même, le médecin de confiance de MedCOI a considéré que la fille de la recourante pourrait bénéficier d'une prise en charge appropriée dans ce pays. Toutefois, le SEM n'a, de son propre aveu, pas été en mesure de déterminer la présence de médecins spécialistes en néphrologie pédiatrique, ni de juger si les possibilités de traitement étaient suffisantes dans ce cas particulier. 8. Compte tenu des circonstances bien particulières du cas d'espèce, apparues dans le cadre de l'instruction, notamment à la suite de l'audition des recourantes, la chambre de céans a acquis la conviction, dans le cadre d'une appréciation globale de la situation, que la fille de la recourante peut se prévaloir d'un cas individuel d'une extrême gravité au sens de l'art. 30 al. 1 let. b LEtr justifiant une

dérogation au régime d'admission en Suisse des étrangers et l'octroi d'une autorisation de séjour. À seule fin de préserver l'unité familiale au sens de l'art. 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (CEDH - RS 0.101) formée par la recourante, divorcée, et sa fille, la seule de ses enfants à être encore mineure, la recourante doit également se voir octroyer une autorisation de séjour.![endif]>![if> Le recours sera ainsi admis. Le jugement du TAPI du 30 novembre 2015 sera en conséquence annulé, de même de la décision de l'OCPM du 5 août 2015. Le dossier sera renvoyé à l'OCPM pour nouvelle décision au sens des présents considérants. 9. Vu l'issue du litige, aucun émolument ne sera perçu (art. 87 al. 1 LPA). Aucune indemnité de procédure ne sera en revanche allouée à la recourante, qui n'est pas représentée et n'y a pas conclu (art. 87 al. 2 LPA). ![endif]>![if> * * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.